



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Jean-Yves Le Drian,

Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères

19^e session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome

Message vidéo

(pour diffusion le 14 décembre 2020)

- *Seul le prononcé fait foi* -

Monsieur le Président de l'Assemblée des Etats Parties,
Monsieur le Président de la Cour,
Madame la Procureur,
Monsieur le Greffier,
Mesdames et Messieurs,

1/ Dans le **contexte de brutalisation de la vie internationale** que nous connaissons, **la CPI a particulièrement besoin de notre soutien, autant que nous avons besoin d'elle pour :**

- 1) **permettre à la communauté internationale de lutter contre l'impunité pour les crimes les plus graves ;**
- 2) **et incarner de manière concrète le principe d'un ordre international fondé sur la règle de droit, le multilatéralisme et l'indépendance de la justice.**

2/ **C'est pourquoi la France est pleinement engagée à ses côtés.**

- *En 2019, plus de 90 demandes* émises par le Bureau du procureur et le Greffe avaient été traitées par les autorités françaises.
- *Cette année encore*, nous avons – en tant que co-facilitateur, avec le Sénégal, du groupe de travail sur la coopération –, œuvré au **renforcement des échanges en matière d'enquêtes financières**, proposé des **outils pour la coopération interétatique** et identifié de **nouvelles pistes d'actions** pour l'an prochain.

- *En 2021*, nous apporterons par ailleurs un **financement aux activités de renforcement de capacités menées par la Cour en matière de coopération.**

- Et, à titre national, nous entamerons des **négociations avec la Cour en matière d'exécution des peines.**

Nous entendons aussi nous associer aux efforts de l'ensemble de Etats parties au Traité de Rome pour la renforcer, en nous appuyant sur le **processus de revue du fonctionnement de la Cour**, lancé l'année dernière, avec le concours du **groupe d'experts indépendants**, dont les travaux doivent désormais nous guider.

- Nous guider pour permettre à la Cour de **gagner encore en efficacité.**
- De poursuivre l'**universalisation du Statut de Rome.**
- Et de **mieux faire face, par elle-même, aux menaces** qui pèsent sur elle.

3/ C'est d'autant plus indispensable que **les mesures de sanction prises par l'administration Trump cette année à l'encontre des agents de la Cour, en premier lieu de sa Procureure, et plus largement de tous ceux qui coopèrent avec la Cour, sont une menace inacceptable à son action.** C'est pourquoi **nous appelons une nouvelle fois, avec la plus grande fermeté, au retrait de ces mesures.**

La Cour a aussi besoin de tout notre soutien politique pour résister aux pressions extérieures. Ce doit être, pour nous tous, une priorité aujourd'hui.

- Car la Cour *doit pouvoir agir en toute indépendance et impartialité* dans le cadre défini par le statut de Rome.
- Et le Bureau du Procureur *doit pouvoir* exercer ses prérogatives **sans entrave ni obstruction**, en particulier dans le contexte géopolitique complexe dans lequel il intervient.

Nous devons aussi veiller à ce que le prochain ou la prochaine Procureur de la Cour, reste à même de résister à toute forme d'interférence ou de politisation de sa mission.

4/ Nous compterons sur elle ou sur lui pour **mener les réformes nécessaires afin de continuer à faire progresser la qualité et la célérité de ses enquêtes**, tout en adoptant une **approche budgétaire raisonnable et respectueuse des deniers apportés par les Etats Parties.**

Nous attendrons également du nouveau Procureur comme des juges et de l'ensemble des encadrants de la Cour qu'ils s'efforcent, au quotidien, de **mieux tenir compte de la diversité des systèmes juridiques afin de mieux combiner leurs différents atouts**, tout en respectant le

multilinguisme qui permet d'accorder toute leur place aux victimes dans le procès.

*

La Cour pénale internationale – Mesdames et Messieurs – est **une institution encore relativement jeune**. C'est pourquoi - j'y insiste - **notre responsabilité est de *la défendre* aujourd'hui et de travailler à *la renforcer* dans la durée**. C'est un chantier essentiel, auquel la France prendra toute sa part.

Je vous remercie.